

Le coût de l'autonomie : la trajectoire des 'Éditions du Progrès' à l'épreuve de la *perestroïka* et la transition post-socialiste, 1986-1996

Daria PETUSHKOVA

Doctorante en histoire

INALCO Paris (FR)

petushkovadaria@gmail.com

Doi: 10.5077/journals/connexe.2024.e1706

Résumé

Cet article examine la transition du système éditorial soviétique, passé du modèle socialiste ultra-centralisé et contrôlé à celui du marché entre la fin des années 1980 et le milieu des années 1990. L'étude se concentre sur le cas des 'Éditions du Progrès' [Издательство Прогресс] (1963-1996), seule maison d'édition spécialisée dans la traduction de la littérature soviétique vers les langues étrangères destinée à l'export, qui a réussi à se réinventer en promotrice principale du mouvement de la *glasnost* au sein du champ éditorial en URSS pendant les années de la *perestroïka*. Par son engagement pour les réformes et sa quête d'autonomie professionnelle, la maison a contribué à la démocratisation de la sphère publique dans le pays ainsi qu'à la désétatisation du secteur éditorial. L'article s'intéresse aux conditions sociopolitiques et aux stratégies d'acteurs ayant permis une telle reconversion, en s'appuyant sur des sources archivistiques, des articles de presse spécialisée, des mémoires d'anciens responsables de la maison d'édition et des entretiens semi-directifs. Cette étude entend ainsi contribuer aux recherches récentes sur la sociologie historique et l'histoire intellectuelle de l'édition en Russie et apporter un éclairage sur la période cruciale du passage d'un contexte soviétique à celui post-soviétique.

Mots-clés : maisons d'édition, *perestroïka*, sociologie de l'édition, URSS, Russie post-soviétique

Abstract

This paper examines the transition of the Soviet publishing system from a highly centralized and controlled socialist to a market-based model between the late 1980s and the mid-1990s. The study focuses on the case of 'Progress Publishers' [Издательство Прогресс] (1963-1996), the only publishing house specialized in translating Soviet literature into foreign languages for export, which had successfully reinvented itself as the main promoter of the *glasnost* movement within the publishing field in the USSR during the *perestroïka* years. Through its political engagement in support of the reforms and its quest for professional autonomy, this publisher contributed to the democratization of the public sphere and the destatization of the publishing sector in the country. The article thus examines the social and political conditions as well as the actors' strategies that made this conversion possible, drawing on archival sources, specialized press, memoirs by former managers of the publishing house and semi-structured interviews. The aim of this study is to contribute to recent research into the historical sociology and intellectual history of publishing in Russia, and to shed light on the crucial period of transition from a Soviet to a post-Soviet context.

Keywords: Publishing houses, *perestroïka*, sociology of publishing, USSR, post-Soviet Russia

Introduction

À l'approche du trentième anniversaire du début de la *perestroïka*, qui a mis fin au système stalinien de contrôle de l'État-parti sur l'information, on constate que la liberté d'expression se retrouve à nouveau menacée en Russie par un régime autoritaire. Les pratiques faisant écho au passé – que l'on pensait révolues –, telles que les persécutions de la dissidence, la censure de l'imprimé et la suppression des médias d'opposition, sont de retour en Russie. Tout comme en URSS, on y mène une lutte idéologique contre « l'Occident collectif ». Dans le contexte actuel où la politique répressive de l'État pousse certains acteurs du monde du livre à choisir l'exil afin de pouvoir poursuivre leurs activités éditoriales sous la forme d'un nouveau *tamizdat*¹, les comparaisons avec l'époque soviétique s'invitent naturellement. Si les médias indépendants russes subissent des pressions croissantes depuis l'annexion de la Crimée en 2014, le champ éditorial, quant à lui, restait relativement préservé et, jusqu'à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, bénéficiait d'une autonomie importante (Yuzefovich 2024). Partant du constat que la guerre a tourné la page de l'histoire de l'édition libre en Russie post-soviétique, il est opportun de revenir sur ses origines en s'intéressant notamment à l'époque où cette liberté et cette autonomie avaient été acquises.

Alors que la littérature académique présente la liberté comme une offrande à la société faite par Gorbatchev qui, à partir de 1985, initiera la politique de la *glasnost* en imposant les réformes « par le haut » (MacNair 1991), nous montrerons que celle-ci a davantage été conquise. Certes, si en lançant la *perestroïka*, ce furent bien les autorités qui jetèrent les bases de la démocratisation de la sphère publique en URSS, elles en fixèrent tout autant des limites. Celles-ci furent alors contestées par le mouvement démocratique militant pour l'approfondissement des réformes, amenant ses membres à s'opposer ouvertement au monopole politique du Parti Communiste (Gibbs 1999). Conçue comme un outil politique ne visant qu'à moderniser et humaniser le régime communiste, la *perestroïka* se transforma grâce à la mobilisation de multiples acteurs institutionnels et individuels, en une véritable « révolution sociale », dont les causes aussi bien que les conséquences font toujours l'objet de représentations contradictoires (Sigman 2009). Or la dimension culturelle de cette révolution, notamment dans le secteur éditorial, n'a été que partiellement traitée par l'historiographie. Comme Guillaume Sauvé l'a souligné à juste titre, « la révolution symbolique de la *perestroïka* est victime de son succès : elle efface les possibilités de compréhension des conditions qui l'ont vu naître » (Sauvé 2020, 23).

Dans leur majorité, les études se sont concentrées sur l'essor de la presse libérale, le rôle joué par les revues littéraires « épaisses » [толстые журналы] dans l'évolution de la *glasnost* (Nivat 1997 ; Pittman 1990 ; Дубин 1994) ou sur les transformations au sein du champ littéraire et celui de la critique suite à l'assouplissement de la censure (Mélat 1996 ; Menzel 2001). Quant au secteur éditorial, le peu de travaux existant sur le sujet considère que les maisons d'éditions soviétiques ont participé à la *perestroïka* de

manière beaucoup plus passive que la presse et les périodiques intellectuels, en subissant les réformes imposées par l'État plutôt qu'en étant des acteurs engagés (Vatchanadze 1991 ; Becker 2003). En livrant des informations percutantes sur l'état du secteur du livre avant, pendant et après la période des réformes (Lovell 2000), ces études ne traitent pour autant pas des transformations des stratégies éditoriales ou des principes organisationnels ou encore de l'évolution des prises de positions politiques qui se sont produites au sein des maisons soviétiques elles-mêmes. Cette lacune peut certainement se justifier par l'absence d'archives (un fait commun aux maisons d'éditions des pays post-socialistes, voir Madelain 2021) : dans la majorité des cas, celles-ci ont disparu au courant des années 1990 dans le désarroi des privatisations hâtives et suite aux faillites des structures étatiques. Le déclin rapide des maisons soviétiques engendré par la réforme économique brutale (« la thérapie de choc ») du début des années 1990 expliquerait aussi un manque d'intérêt à leur égard, se focalisant davantage sur les nouveaux acteurs du marché du livre (Thiesse et Chmatko 1999 ; Есенкин, Майсұрадзе 2001 ; Ильницкий 2002).

Sans prétendre pouvoir dresser le tableau général du secteur lors de la transition, la présente étude se propose de décrire et d'analyser les stratégies éditoriales et organisationnelles mobilisées par les acteurs du monde du livre dans une conjoncture extrêmement instable, en se penchant sur le cas d'étude particulier, à savoir les 'Éditions du Progrès' [Издательство Прогресс] (1963-1996). Nous montrerons comment cette maison d'édition, spécialisée en traduction vers les langues étrangères de la littérature soviétique destinée à l'export, arrive à changer complètement son profil associé à la propagande communiste en se positionnant en tant que porte-parole principal de la glasnost dans un champ éditorial alors en pleine mutation. En retraçant les étapes de cette reconversion, nous analyserons comment l'engagement de cette maison d'édition pour les réformes s'est articulé avec la quête d'une autonomie professionnelle, en contribuant à la démocratisation de la sphère publique dans le pays ainsi qu'à la désétatisation du secteur éditorial.

Cette étude entend ainsi contribuer aux recherches récentes sur l'histoire intellectuelle et politique de la Russie ainsi qu'à l'histoire de l'édition (Ostromoukhova 2015 ; Smirnova et Petushkova 2023 ; Bikbov et Petushkova 2023), en s'appuyant sur l'approche de la sociologie de la littérature (Bourdieu 1999 ; Sapiro 2008). Pour ce faire, l'article mobilise des sources de natures diverses : documents d'archives², articles de presse spécialisée, mémoires d'anciens responsables de la maison d'édition et deux entretiens semi-directifs avec le dernier directeur et le dernier éditeur en chef de la maison, réalisés entre 2022 et 2024.

1. 'Progrès', sa mission internationale et sa routine institutionnelle

Au centre-ville de Moscou, les grandes baies vitrées d'un imposant immeuble de huit étages reflètent les alentours de l'un des plus prestigieux quartiers de la capitale, situé en face du Parc Gorki. Abritant aujourd'hui d'innombrables bureaux, sièges

d'entreprises et boutiques, ce bâtiment servait par le passé (dès 1973) de siège à l'une des plus grandes maisons d'édition du monde. Fondée au début de l'époque stalinienne³ et connue sous le nom des 'Éditions du Progrès' à partir de 1963, cette maison occupait une place particulière au sein du système éditorial soviétique centralisé et hiérarchisé. En URSS, les maisons d'édition (dont le nombre ne dépassait pas 300 dans les années 1980) appartenaient soit à l'État, incarné par le Comité de la presse auprès du Conseil des Ministres [Госкомиздат], soit à des organisations centrales comme l'Union de la jeunesse communiste ou l'Académie des sciences (Thiesse et Chmatko 1999). L'activité de chaque maison d'édition était limitée à son profil thématique, leurs plans de publications annuels étaient validés par les instances de supervision qui leur fournissaient les ressources matérielles et les subventions nécessaires pour leurs activités (Remnek 1991, 77-80 ; Ненашев 1993, 186-196). Toute production éditoriale faisait l'objet de la censure extérieure, incarnée par l'organisme spécial d'État le *Glavlit* [Главлит], et celle intérieure, dont les fonctions étaient habituellement reléguées aux rédacteurs employés des maisons d'édition.

Placée sous le contrôle du *Goskomizdat* [Госкомиздат], 'Progrès' avait pour objectif désigné par celui-ci de servir de vitrine de l'URSS dans le monde. Sa mission principale consistait en la traduction et la promotion de la littérature soviétique à l'international, notamment des « classiques » du marxisme-léninisme et des écrits des idéologues du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) (Smirnova 2022). Dans son volume de production annuelle, allant de 800 titres de livres et de revues en 1960 à 1500 en 1987, tirés à des dizaines de millions d'exemplaires, la littérature idéologique commandée par l'État en constituait plus d'un tiers. Un autre tiers était représenté par les œuvres littéraires, ouvrages scientifiques d'auteurs soviétiques et manuels scolaires (ceux-ci surtout à destination des pays « en voie de développement »). En tant qu'éditeur spécialisé en traductions, 'Progrès' n'était pas censé produire les titres originaux mais s'occupait exclusivement de traduire des livres publiés par d'autres éditions soviétiques vers une cinquantaine de langues, allant de l'anglais et du portugais au pachto et au bengali. Enfin, une place beaucoup plus modeste était occupée par les traductions de titres étrangers vers le russe, principalement occidentaux, notamment en lettres⁴ et en sciences humaines et sociales, dites « bourgeoises » (Петров 1987). Au sein de sa structure gigantesque⁵, comptant vers la fin des années 1980 plus de 1500 employés, dont une centaine de spécialistes d'origine étrangère, quatorze départements linguistiques se chargeaient des traductions à l'exportation (Международная миссия 2011). C'est grâce à cette activité internationale que 'Progrès' bénéficiait d'un prestige élevé et de ressources importantes, tant matérielles que symboliques, lui procurant une marge de manœuvre plus notable dans sa politique éditoriale. Sa mission idéologique donnait aux responsables de la maison un accès privilégié aux hauts membres du parti, ce qui permettait de négocier plus facilement ou même de contourner les barrières posées par la censure⁶. Dès la deuxième moitié des années 1980, plusieurs événements bouleversent le fonctionnement interne de 'Progrès' et en modifient les rapports de force établis

depuis un demi-siècle entre les instances de contrôle étatique et les intérêts des acteurs du champ éditorial en matière de liberté intellectuelle et d'autonomie professionnelle.

La *perestroïka* dans le domaine de l'édition avait dès le début comme objectif principal la réorganisation de ce secteur qui souffrait depuis des années de dysfonctionnements majeurs (Неначев 1993). Le caractère vertical, ultra-centralisé et bureaucratisé limitait toute initiative des éditeurs. La surproduction de la littérature idéologique et « grise » dans un contexte de pénurie constante de papier et de faible qualité des outils de production saturait le marché avec les titres non vendus tirés à des millions d'exemplaires, tandis que la demande du lectorat pour les genres populaires comme les lettres, les livres d'enfant ou les manuels ne pouvait pas être satisfaite, créant ainsi une situation de « déficit » permanent (Lovell 2001). Dans cette situation de crise, le Comité de presse dirigé par Mikhaïl Nenachev (1986-1989) décide de procéder à plusieurs changements afin de libéraliser le système de gestion dans l'édition et de doter les chefs d'entreprises de plus d'autonomie. Ainsi, le décret de novembre 1986 « Sur l'extension des droits et de l'autonomie des maisons d'édition » a autorisé les éditeurs à décider de leurs plans thématiques, à choisir les auteurs et les titres à inclure sans l'autorisation des instances du contrôle et à fixer eux-mêmes les tirages de publications (*Книгоиздание* 1988, 214-219). La loi sur les entreprises d'État de 1987 quant à elle leur fixait des objectifs économiques, à savoir le passage progressif du système de subvention par l'État à « l'autofinancement » [хозрасчет], ce qui présupposait la réduction de leurs dépenses et une restructuration interne.

Au sein de 'Progrès', comme en témoignent les procès-verbaux des réunions tenues entre 1986 et 1987, ces premiers changements « par le haut » n'ont pas tout de suite bousculé la routine institutionnelle bien établie. Pour Volf Sedykh, le directeur de la maison à l'époque, les nouveaux impératifs de rentabilité n'étaient pas compatibles avec la mission de 'Progrès' consistant à assurer le rayonnement international de l'URSS, ce qui était assez coûteux comme entreprise. Au début de la *perestroïka*, le déficit budgétaire annuel de 'Progrès' [плановый убыток] s'élevait à trois millions de roubles⁷, creusé notamment par la production de littérature idéologique qui ne trouvait pourtant plus de lectorat à l'étranger. De plus, la démocratisation de l'URSS « en interne » et l'autocritique du Parti à l'égard de son passé totalitaire diminuent le prestige du communisme dans le monde, ce qui déçoit Sedykh. Dans ses mémoires, il témoigne avoir commencé à éprouver un dégoût grandissant pour le ton de plus en plus critique de la presse à l'égard du système soviétique et du passé du pays, qu'il qualifie de « campagne antipatriotique déchaînée » (Седых 2006, 616-619). Le développement de la liberté de parole, promu à partir de 1987 par Alexandre Iakovlev⁸, le nouveau chef du département de l'idéologie du Comité central du PCUS, entre alors en contradiction avec les positions politiques du directeur de 'Progrès', communiste orthodoxe et envoyé spécial de la *Pravda* en France par le passé. En décembre 1987, ce dernier décide de prendre sa retraite sans attendre son licenciement par le Goskomizdat qu'il pressentait depuis un moment. Il est remplacé par Alexandre Avelitchev, le rédacteur en chef de 'Progrès'. Celui-ci embrasse

au contraire pleinement la démocratisation du pays et participe très activement au mouvement de la *glasnost* par sa nouvelle politique éditoriale. Le profil de ce nouveau directeur diffère fortement de celui de ses prédécesseurs⁹. Philologue et traducteur de français de formation, docteur ès lettres de l'Université de Moscou (MGU), Avelitchev dirige pendant six ans les 'Éditions de la MGU' [Издательство МГУ] avant d'être nommé chez 'Progrès' au poste de rédacteur en chef en 1982. Pour Avelitchev, à l'époque jeune réformiste et démocrate de quarante ans, l'engagement pour la nouvelle politique gorbatchévienne résonne avec ses aspirations personnelles et professionnelles : lors de notre entretien, il confirme que pour lui, au début de la *perestroïka*, « la question du choix du camp ne se posait même pas, tellement la réponse était évidente »¹⁰.

Cependant, au sein de 'Progrès', cette opinion n'est alors pas partagée par l'ensemble de ses collaborateurs, car une fraction importante du personnel, notamment au sein du département chargé des « classiques du marxisme-léninisme » et au comité du Parti [партийный комитет]¹¹, ne voyait pas les réformes lancées par les chefs du PCUS d'un bon œil. Maison d'édition prestigieuse et proche des instances du pouvoir, 'Progrès' comptait parmi ses employés beaucoup d'anciens membres de la *nomenklatura*, agents de service de sécurité de l'État « recasés » et anciens cadres de missions diplomatiques d'URSS à l'étranger. Au sein de cette cohorte, nombre d'entre eux avaient été des communistes convaincus, adeptes de la ligne idéologique forte imprégnée de l'esprit de la Guerre froide. D'après Avelitchev,

C'étaient des gens persuadés de la supériorité de notre philosophie, de notre mode de vie, de notre État. [...] Et quand un vent de renouveau s'est fait sentir au sein du Comité central [du PCUS], quand Alexandre Iakovlev a commencé à s'exprimer comme un dissident et Mikhaïl Gorbatchev s'est mis à parler plus librement, pas mal de gens chez 'Progrès' ne l'ont pas accepté ; pour eux, c'étaient des traîtres, indignes d'un respect quelconque. [...] C'est pourquoi quand la *perestroïka* a démarré, il me fallait décider avec qui je pouvais travailler, sur qui m'appuyer et à qui faire confiance.

Pour débloquer le processus de changements au sein de 'Progrès', le nouveau directeur entreprend plusieurs démarches afin d'assurer le soutien à sa nouvelle ligne éditoriale, visant à répondre aux enjeux intellectuels et politiques du moment. Ainsi, il se choisit un adjoint, Boris Orechine, alors chef du département des sciences humaines et sociales, qui embrasse lui aussi pleinement le mouvement de la *glasnost*¹². Tous deux perçoivent comme nécessaire le changement thématique du catalogue, en réduisant la production de titres de propagande à l'export au profit de traductions à l'import d'ouvrages politiques et scientifiques occidentaux. Cette ligne éditoriale s'inscrit dans le prolongement des efforts des membres des départements en sciences humaines et sociales de la maison qui cherchaient à introduire dans le contexte soviétique les idées « bourgeoises », en s'appuyant notamment sur leur réseau de collaborateurs dans le champ académique. Parallèlement à l'élargissement du programme de traduction, les nouveaux responsables de 'Progrès' décident de sortir du cadre imposé par le *Goskomizdat* et commencent à produire des titres originaux d'auteurs soviétiques, consacrés aux questions brûlantes de

la situation sociale et politique du pays, du passé totalitaire de l'URSS et des directions possibles de son évolution. Ce programme ambitieux, en rupture avec les habitudes de cette maison d'édition, est rendu possible à la fois grâce aux changements de politiques de gestion du secteur éditorial par l'État et à l'engagement personnel des dirigeants de la maison. Ainsi, entre 1988 et 1991, ces derniers tentent, en collaboration étroite avec l'intelligentsia démocratique, de transformer 'Progrès' en un « laboratoire culturel de la *perestroïka* »¹³.

2. S'engager pour les réformes : un laboratoire culturel de la *perestroïka*

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Boris Orechine souligne l'importance d'un ouvrage en particulier, qui a annoncé la *perestroïka* au sein de 'Progrès' et « a radicalement changé l'image de la maison, auparavant associée à la propagande communiste »¹⁴ :

On peut dire que la maison 'Progrès' s'est positionnée comme la porte-parole de la *glasnost*. Tout a commencé avec *La seule issue* [Иного не дано]. Aujourd'hui encore, si vous le regardez sur Internet, vous verrez qu'on en parle comme du principal livre de la *perestroïka*. Cet ouvrage est également remarquable car il a été réalisé par nous-mêmes, sans une quelconque autorisation. Nous avons commandé [les articles] à un groupe d'intellectuels très connus, que vous connaissez peut-être : [Iouri] Afanasiev, [Andreï] Sakharov, [Iouri] Kariakine etc. Des gens formidables. On a organisé une grande présentation [du livre] au sein de la maison d'édition ; les débats étaient passionnants, et son succès fut éclatant.

Ainsi, en juin 1988, la maison d'édition lance la collection « *Perestroïka : glasnost, démocratie, socialisme* » qui s'ouvre par cette publication emblématique rassemblant les essais de représentants de l'intelligentsia défendant la cause démocratique promue par Gorbatchev. *La seule issue* fut une réponse à la fameuse lettre ouverte de Nina Andreïeva « Je ne peux pas transiger sur les principes » [Не могу поступаться принципами]. Publiée en mars 1988 dans le journal communiste conservateur *La Russie soviétique* [Советская Россия 13.03.1988, 2], Nina Andreïeva accusait les promoteurs de la *perestroïka* d'avoir trahi les principes socialistes et falsifié l'histoire du pays par la critique du stalinisme. La publication de cette lettre, dont les propos ont été instrumentalisés par les conservateurs au sein du *Politburo* afin de freiner les réformes, a été largement perçue par l'opinion publique comme un signe que les changements démocratiques à peine entamés pouvaient être stoppés net (McNair 1991, 84-85 ; Gibbs 1999, 66). L'affaire Andreïeva a révélé l'existence d'une forte opposition d'une partie de la *nomenklatura* à la ligne de Gorbatchev, dont les positions se trouvaient affaiblies à l'approche de la XIX^e Conférence du PCUS (28/06-1/07/1988), lors de laquelle le secrétaire général allait déclarer un programme de réformes cardinales du système politique du pays (Atnashev 2018 ; Sauvé 2020).

C'est à ce moment charnière que les responsables de 'Progrès' décident d'intervenir dans l'espace public avec un message de soutien aux réformes, en engageant une trentaine d'intellectuels pour contribuer à cet ouvrage. Parmi eux se trouvent notamment les figures

devenues par la suite les principaux porte-paroles de la *perestroïka* : le dissident et Prix Nobel de la paix Andreï Sakharov, la sociologue Tatiana Zaslavskaïa¹⁵, le philosophe et journaliste Len Karpinski, l'écrivain Daniil Granin, les historiens Iouri Afanasiev¹⁶ et Léonid Batkine, entre autres. Plusieurs d'entre eux fonderont l'année suivante le plus prestigieux club politique de la capitale, la Tribune de Moscou [Московская трибуна]¹⁷, afin de s'engager pleinement dans la lutte politique pour la démocratisation du pays (Sigman 2009). Les thèmes abordés dans l'ouvrage – tabous il y a encore quelques années – touchent à tous les maux de la société soviétique : l'injustice sociale, le dogme idéologique étouffant, le caractère sclérosé de l'appareil bureaucratique, le retard économique du pays, etc. Un élément principal unifie ces textes très polémiques : tant leurs auteurs que l'éditeur comptaient « renforcer et radicaliser » le mouvement réformateur au point de rendre impossible pour la *nomenklatura* du parti un retour en arrière au moment crucial de la *perestroïka* (*Иного не дано* 1988, 5).

L'histoire de la parution de cet ouvrage révèle les tensions travaillant l'appareil dirigeant de l'Union soviétique à l'époque, notamment entre les « gardiens de l'ordre établi » et les réformateurs gorbatchéviens. Dans ses mémoires inédits¹⁸, le directeur de 'Progrès' Avelitchev évoque l'atmosphère hostile à tout changement qui régnait encore au sein du département chargé du contrôle de l'imprimé, le *Glavlit*. L'activité de 'Progrès' était jusque-là surveillée de près par les organes de la censure, notamment par des agents du KGB travaillant au sein de l'édition. Par précaution et pour éviter toute ingérence possible de la part de contrôleurs intéressés, Avelitchev prépare *La seule issue* avec son équipe éditoriale restreinte, sans tenir au courant les instances de supervision. Deux jours avant la sortie du livre, il reçoit un appel de la part du *Glavlit*, lui ordonnant de supprimer plusieurs passages de l'article d'Andreï Sakharov jugés « politiquement inadmissibles » et de retirer du recueil le texte critiquant violemment Piotr Fedoseïev, l'un des « piliers » idéologiques du marxisme-léninisme, membre du Comité central du PCUS. Or, fidèle aux promesses faites aux auteurs de « ne pas toucher un seul mot » de leurs textes, le responsable de 'Progrès' décline les demandes de la censure et lance l'impression de 50 000 exemplaires du recueil sous sa propre responsabilité ; 10 000 exemplaires sont alors rapidement transmis aux délégués et invités de la XIX^e Conférence du Parti. En juin 1988, deux ans avant que la censure ne soit officiellement levée et alors que la « propagande anticomuniste » constituait encore un crime passible de peine de prison, Avelitchev prend des risques pour publier l'ouvrage, tout en se préparant à être licencié de 'Progrès'. Il restera finalement en place bénéficiant d'un moment politique ambigu : une partie des élites du PCUS a bien apprécié la démarche de 'Progrès', et notamment Gorbatchev lui-même¹⁹. Désormais, pour défendre sa ligne éditoriale face aux pressions des censeurs et des conservateurs du parti, le directeur de 'Progrès' sait qu'il peut compter sur le soutien de collaborateurs du secrétaire général, notamment Alexandre Iakovlev.

Baptisé « Manifeste des défenseurs de la *perestroïka* » (Вайль 1988), le livre *La seule issue* devient rapidement un événement exceptionnel dont parle toute la presse d'orientation libérale de l'URSS. Les revues intellectuelles et les hebdomadaires à succès comptant à cette époque des millions de lecteurs, tels que *Nouveau monde* [Новый мир], *La Petite Flamme* [Огонек] ou *La Gazette littéraire* [Литературная газета], décrivent cet ouvrage comme une « expérimentation courageuse entreprise par les 'Éditions du Progrès' afin de révéler la situation réelle de la vie sociale du pays »²⁰. La conférence de presse organisée le 21 juin 1988, la veille de la XIX^e Conférence du PCUS, au sein de la maison d'édition à l'occasion de sa parution, a rassemblé plus de 450 personnes, mêlant journalistes internationaux, élites intellectuelles moscovites et membres de la *nomenklatura* progressiste. Peu après sa mise en vente, le premier tirage de *La seule issue* s'est trouvé vite épuisé ; le deuxième (150 000 exemplaires) n'a pu, lui non plus, satisfaire la demande du public, au point que des exemplaires se vendent sur le marché noir pour un prix dix fois supérieur (Буденный 1990, 4). Son succès a également eu un écho à l'étranger : *The Boston Globe* le qualifie de « bombe politique et intellectuelle » majeure ; 'Flammarion' sort en 1989 la traduction française de l'ouvrage, grâce à laquelle 'Progrès' fut nommé dans l'Hexagone « La Maison *Glasnost* ».

Cette publication marque un tournant dans l'histoire de 'Progrès', et le fait qu'elle ait été initiée de l'intérieur révèle l'autonomisation du champ éditorial de sa tutelle étatique. Sa direction a gagné en agentivité et a désormais sa ligne éditoriale indépendante : à partir de 1988, celle-ci est manifestement engagée, tant sur le plan politique qu'intellectuel. En effet, présentée par l'éditeur comme un « livre politique né de l'esprit de la *perestroïka* », dont « le trait caractéristique principal était la libre exposition des idées par les auteurs » (Авеличев 1988), *La seule issue* a ouvert la voie à une collection de quinze recueils d'essais politiques engagés (1988-1990) sous le nom de « *Perestroïka : glasnost, démocratie, socialisme* ». Pour cette collection, 'Progrès' engage comme collaborateurs les représentants de l'intelligentsia démocratique qui devient une force politique importante lors d'une mobilisation autour des premières élections dans l'histoire de l'URSS en 1989 qui ébranlent le monopole du Parti communiste (Sigman 2009).

Dans une conjoncture politique que certains qualifient de « guerre civile idéologique » (Шубин 2006), la direction de 'Progrès' soutient les acteurs du mouvement démocratique dans leur lutte contre les forces conservatrices, en leur livrant une plateforme d'expression privilégiée. Ainsi, la maison d'édition soutient la tribune intellectuelle influente « Le XX^e siècle et la paix » [Век XX и мир] en hébergeant son équipe éditoriale dans les locaux de 'Progrès' et leur assure les moyens nécessaires à la publication de leur revue. En renforçant son lien avec l'intelligentsia libérale, 'Progrès' cumule davantage de capital symbolique et devient un lieu d'attraction des forces intellectuelles les plus puissantes du moment. En 1990, Bernard Guetta, envoyé spécial du *Monde* à Moscou, explique qu'à l'époque, chez 'Progrès', « il y avait à peu près tous les gens les plus intéressants de Moscou, aussi bien en histoire qu'en sociologie, etc. ». Il se

souvent avoir été « un peu estomaqué » par la discussion lors d'une réunion du comité de rédaction à laquelle il avait assisté entre 1989 et 1990. La réunion était centrée sur la question du totalitarisme, la comparaison entre le nazisme et le communisme étant aisément formulée par les interlocuteurs. Profondément surpris, le journaliste conclut que désormais « c'était le ton à Moscou »²¹.

L'un des objets de lutte, entre les forces réformatrices et les mouvements conservateurs et stalinistes, devient à cette époque le passé totalitaire du pays (Garros 1992 ; Atnashev 2018). En 1988, 'Progrès' publie la biographie, rédigée par le soviétologue américain Stephen Cohen, de l'intellectuel bolchevique Nikolaï Boukharine, ancien membre du *Politburo* réprimé par Staline à la fin des années 1930. Cette publication, dont la première traduction russe est parue chez l'éditeur américain de *tamizdat* 'Ardis', a été accueillie en grande pompe en URSS et saluée par Gorbatchev lui-même. Stephen Cohen fut même invité à en parler à la télévision soviétique (Бордюгов и Доброхотов 2008). Cette ligne éditoriale fut prolongée par la publication de nombreux ouvrages académiques étrangers consacrés à l'histoire de l'URSS, à la Grande terreur (1936-1938) et aux crimes du régime stalinien²². Dans la même veine, 'Progrès' se rallie à la cause de l'association Mémorial, qui milite pour la défense des droits humains et la commémoration officielle des victimes de répressions communistes²³. Paru en 1989, l'ouvrage collectif *Comprendre le culte de Staline* [Осмыслить культ Сталина] rassemble les textes de célèbres dissidents politiques et militants antitotalitaires, dont notamment les fondateurs de Mémorial Andreï Sakharov et Anton Antonov-Ovseïenko ou l'historien non-conformiste Mikhaïl Gefer. 'Progrès' verse alors une partie des revenus de la vente des quelques 100 000 exemplaires à Mémorial. L'identité de la maison d'édition est ainsi de plus en plus associée à des noms de célèbres intellectuels critiques, comme par exemple, Roy Medvedev. 'Progrès' publie en 1990 son fameux livre antistalinien *Let History judge* [К суду Истории], dont le manuscrit circulait dans les réseaux clandestins de *samizdat* dès les années 1970 et avait valu à son auteur d'être persécuté par les autorités²⁴. Par le passé, le département spécial au sein de 'Progrès' préparait les traductions de livres occidentaux considérés comme antisoviétiques uniquement destinés aux hauts fonctionnaires du Parti (Солоненко 2018 ; Smirnova 2022). 'Progrès' se veut désormais progressiste et démocratique et rend enfin disponible à un large public les textes étrangers auparavant proscrits²⁵.

Depuis la publication de *La seule issue*, l'influence politique et médiatique de la maison d'édition s'intensifie. Outre les publications qui font parler la presse et les milieux intellectuels, 'Progrès' organise de multiples événements publics où se côtoient ses auteurs, soviétiques comme étrangers. En mai 1989, une soirée réunit les lecteurs à la Maison des cinéastes à Moscou où les soviétologues américains Robert Tucker et Stephen Cohen discutent avec Andreï Sakharov et Iouri Afanasiev. Une table ronde internationale coorganisée avec la direction de la revue *Ogoniok* associe des journalistes et experts américains et leurs homologues soviétiques dans la salle de conférences de 'Progrès' pour débattre des perspectives politico-économiques

de la *perestroïka*. Devenue la porte-parole de la *perestroïka* à l'intérieur du pays, 'Progrès' en fait la promotion à l'international : en 1989, le recueil intitulé *50 idées qui ébranlèrent le monde*. *Dictionnaire de la glasnost* est publié simultanément à Paris et à Moscou, préparé conjointement par 'Progrès' et 'Payot'. Codirigé par Marc Ferro et Iouri Afanasiev, l'ouvrage est le fruit de la collaboration d'une centaine de chercheurs soviétiques et français de renom (dont Pierre Vidal-Naquet, Pierre Bourdieu, Alain Touraine, Pierre Nora, Jutta Scherrer). Il s'agit d'une publication unique en son genre, tant en raison de son collectif international de contributeurs que par la variété des sujets abordés. Dans l'article consacré à sa parution, *Le Monde diplomatique* le qualifie de « vade-mecum indispensable par ces temps de bouleversements à l'Est » dans lequel les intellectuels de deux pays « définissent, dans des textes brefs, concis, le sens qu'ils donnent à quelques 80 mots-clés de la révolution en cours » (Ramonet 1989), allant de « *glasnost* » à « société civile », en passant par « culture », « nationalisme », « homosexualité » et « identité ». Faisant référence aux *Dix jours qui ébranlèrent le monde* (1919) du journaliste américain John Reed, témoin privilégié de la prise du pouvoir en Russie par les bolcheviks en 1917, le titre français de l'ouvrage renvoie à l'image d'une révolution qui marque un nouveau tournant dans l'histoire du pays. À son tour, le titre russe, *50/50 : Tentative de dictionnaire de la Nouvelle pensée* [50/50. Опыт словаря нового мышления] reflète les espoirs des intellectuels démocratiques d'influencer les dirigeants et de devenir une force importante dans la vie politique démocratique du pays. Ces espoirs ont été rapidement anéantis dès 1991, quand les démocrates se sont démobilisés face à l'équipe de Boris Eltsine, composée en partie de l'ancienne *nomenklatura* soviétique (Sauvé 2020). Dans le nouveaux contexte politique, les voix des intellectuels engagés perdent de leur influence et la collection de 'Progrès' dédiée à la *perestroïka* cesse aussitôt de paraître.

3. S'émanciper, s'occidentaliser : en quête de l'autonomie professionnelle

L'engagement politique de 'Progrès' s'inscrit dans une stratégie visant le renversement des rapports de force au sein du champ éditorial entre les instances de contrôle politique et administratif et les professionnels du livre. À partir de 1988, 'Progrès' cherche à s'affranchir de l'État et à gagner en autonomie ; or la maison d'édition dépend des subventions et n'est pas propriétaire de ses moyens de production. Bien que la réforme de 1987 ait imposé aux entreprises soviétiques l'introduction des principes d'autofinancement et d'autogestion, elle n'a cependant pas ébranlé les fondements du système économique socialiste (Ненашев 1993). Les éditeurs ne peuvent toujours pas acheter du papier (distribué de manière centralisée selon les quotas), ni gérer la distribution (assurée par l'agence nationale Soïouzkniga), ni décider des prix de vente des livres (fixés par le Comité de presse contre toute logique commerciale). Leur situation était donc paradoxale : l'État exige qu'ils réduisent drastiquement leurs dépenses et deviennent financièrement autosuffisants alors qu'ils doivent toujours reverser la plupart

de leurs bénéfiques au budget central. Dans l'entretien que nous a accordé Alexandre Avelitchev en 2024, il témoigne avoir « coupé » la dépendance financière de 'Progrès' dès 1989, en mettant les responsables du *Goskomizdat* devant le fait accompli. Il a donc décidé d'arrêter la production de titres idéologiques à l'export commandée par l'État et d'élargir le catalogue à des ouvrages importés. Pour pallier le manque de ressources, la maison se focalise davantage sur le renforcement des partenariats internationaux.

Grâce à sa mission internationale, 'Progrès' dispose d'un réseau important de partenaires étrangers et ses responsables connaissent bien le fonctionnement du marché du livre mondial. Outre les collaborations privilégiées avec des éditeurs communistes (tels que 'Lawrence & Wishart' au Royaume-Uni, les 'Éditions sociales' en France ou 'Editori Riuniti' en Italie), 'Progrès' collabore également avec les institutions internationales telles que l'UNESCO, dont il édite le *Courrier de l'UNESCO* depuis les années 1970. La maison d'édition participe également à la foire internationale du livre de Francfort et ses directeurs ont l'habitude d'effectuer de multiples voyages en Occident (Седых 2006). La « nouvelle pensée politique » de Gorbatchev ouvre de nouvelles possibilités d'élargissement aux responsables de 'Progrès', notamment avec les anciens « ennemis ». À partir de 1988, le directeur de la maison se rend aux États-Unis pour tisser des liens avec des éditeurs universitaires et savants et participer à de multiples rencontres à New York, Washington, Chicago, telles que le Congrès de l'Association des éditeurs universitaires américains ou la visite à la bibliothèque du Congrès. Les nouveaux partenariats se créent alors avec 'John Hopkins University Press' et 'Encyclopædia Britannica' entre autres. Emblématique de la nouvelle détente dans les relations Est-Ouest, ce voyage est organisé par les soins du Département d'État des États-Unis et sa branche internationale, l'Agence de l'information (USIA), l'organe principal de la propagande anti-communiste américaine à l'époque de la Guerre froide. Ce n'est pas un hasard si 'Progrès' publie en 1992 la traduction du grand classique de la pensée politique occidentale, *De la démocratie en Amérique* d'Alexis de Tocqueville avec le soutien financier de l'USIA, au moment où la transition de la Russie vers la démocratie libérale est à l'ordre du jour. L'USIA dote 'Progrès' d'une aide à la publication par titre traduit d'anglais en russe comprise entre 10 000 et 15 000 dollars, permettant aux éditions d'élargir considérablement leur catalogue d'ouvrages occidentaux en sciences humaines et sociales. Ce partenariat marque la réorientation complète des éditions, entamée en 1988 : de sa mission initiale au service de la propagande soviétique, elle devient l'une des premières à collaborer avec les partenaires américains, et cela avant même la dissolution de l'URSS.

En outre, 'Progrès' bénéficie à partir de 1989 de l'aide financière d'une fondation américano-soviétique « Initiative culturelle » (IC) créée sur base d'un accord entre la Fondation de la Culture de l'URSS et la Fondation Soros le 22 septembre 1987²⁶. Le comité qui préside cette fondation, composé des principaux contributeurs de *La seule issue*, fait de 'Progrès' la première maison d'édition du pays à bénéficier du soutien de l'IC²⁷. Le profil international et l'expérience de collaboration avec des partenaires

étrangers permettent également au directeur de 'Progrès' de jouer le rôle d'intermédiaire entre le champ éditorial soviétique (et russe) et les initiatives culturelles internationales, telles que le Programme d'aide à la publication (PAP) Pouchkine, lancé à la fin des années 1980 à Moscou par le ministère des Affaires étrangères français²⁸. Parfaitement francophone, Avelitchev participe alors aux premières réunions du programme afin de sensibiliser ses responsables aux problèmes auxquels font face les éditeurs russes. Il leur prodigue également des conseils concernant les critères de choix des titres à proposer pour la traduction vers le russe²⁹. Entre 1990 et 1995, 'Progrès' bénéficie des aides du programme Pouchkine lui permettant de publier une vingtaine d'ouvrages inédits³⁰. Durant les quelques premières années post-soviétiques, cette maison d'édition reste le principal fournisseur de traductions d'ouvrages en sciences humaines et sociales dans le pays, animé par sa nouvelle mission : faire dialoguer les cultures russe et occidentale, afin de dépasser la rupture produite par des décennies de Guerre froide (Орешин 1993).

La participation des capitaux étrangers privés à l'économie soviétique, rendue possible à partir de la fin de 1988, se développe alors progressivement dans le pays en pleine mutation, avec la création de coopératives et de banques de crédits (Slider 1991). Cela reste néanmoins marginal dans le domaine de l'édition : sur près de 300 co-entreprises [совместное предприятие] tous domaines confondus, seules sept touchent au monde du livre en 1989 (Кочетов 1989). Les éditions d'État n'ont, en grande majorité, pas de contacts directs avec l'étranger, cette pratique relevant de la compétence de l'agence nationale Mejkninga [Международная книга]. 'Progrès' fut l'un des pionniers : plusieurs projets à portée internationale sont alors mis en place grâce à l'esprit entrepreneurial et au capital social de son directeur. Un partenariat est signé avec un éditeur français, le multimilliardaire Robert Hersant, dans l'idée de créer deux revues d'affaires : l'une en russe (tirée à 100 000 exemplaires) afin de sensibiliser les directeurs d'entreprises soviétiques aux astuces et mécanismes de l'économie du marché ; l'autre en anglais (tirée à 40 000 exemplaires) pour les entrepreneurs étrangers intéressés par le « business » avec l'URSS. Ainsi, *Les Hommes d'affaires* [Деловые люди] et *Business in the USSR* commencent à paraître simultanément à partir de 1990, publiées par une co-entreprise créée par les éditions 'SOC-Press' du côté français et la maison 'Progrès' du côté soviétique (55 % et 45 % respectivement) (Vatchanadze 1991, 19-20). La création d'entreprises s'inscrit dans la politique de diversification lancée par Avelitchev avec l'objectif double de générer du profit et se créer une nouvelle identité à l'international. Dans la même veine est créé en mars 1990 un partenariat avec le groupe 'Hachette' incarné par deux sociétés anonymes : 'Hachette-Progrès' située au boulevard Saint-Michel à Paris, et 'Progrès-Hachette' basée dans les locaux des éditions soviétiques à Moscou. Côté français, l'interlocuteur principal d'Avelitchev est l'éditeur de renom Jean-Claude Lattès, dont il est l'ami depuis plusieurs années, avant même leur partenariat officiel. De passage à Paris en 1990, invité par Bernard Pivot à participer à sa célèbre émission « Apostrophes », Alexandre Avelitchev explique l'intérêt de cette « ouverture à l'Occident » :

Je trouve que les avantages sont énormes [...] Nous pouvons présenter avec beaucoup ce] les livres soviétiques qui racontent l'histoire, la civilisation, qui font comprendre la Russie, si vous voulez. [...] Ce qui nous intéresse énormément parce que quand même jamais je n'aurai la fatigue de le répéter : nous avons retrouvé notre vocation européenne et donc nous sommes intéressés à faire savoir aux autres ce que nous sommes, où est-ce que nous sommes et ce que nous faisons. Grâce à cette coopération avec 'Hachette', que j'apprécie beaucoup, nous pouvons en même temps emprunter à la civilisation française les ouvrages qui nous intéressent, qui doivent être connus déjà en Union soviétique³¹.

Toutefois, la diversification entreprise par 'Progrès' ne suffit pas pour l'affranchir totalement de l'État, car celui-ci continue de contrôler les moyens de production dans le secteur et n'est pas en mesure de régler la crise économique. L'état de l'industrie du livre est alors déplorable et cela depuis des décennies : 60 % des imprimeries et des usines à papier reposent sur des équipements obsolètes, signe du retard technologique par rapport aux pays du bloc capitaliste (Ненашев 1993, 205-207). Seules les imprimeries des organes du PCUS possèdent des technologies modernes afin d'assurer la production idéologique de masse. La crise du papier à l'échelle du pays entrave les capacités de production éditoriale des maisons d'édition d'État : le *Goskomizdat* n'étant pas capable de les approvisionner, elles se tournent vers le marché mais font face à des prix bien trop élevés³² alors même qu'elles sont toujours obligées de verser leurs bénéfices à l'État (Vatchanadze 1991, 17, 21).

Dans cette situation, les voix de certains éditeurs s'élèvent pour plaider l'autonomisation juridique et la désétatisation du secteur du livre. Ainsi, dans un entretien donné à l'organe principal du *Goskomizdat* en 1989, le directeur de 'Progrès' critique le modèle vertical et dirigiste de la gestion du secteur du livre qui, selon lui, est alors incapable de le faire sortir de la crise. Il propose ainsi de créer une association professionnelle indépendante d'éditeurs pour défendre leurs intérêts auprès de l'État et élaborer un programme de transformation radicale du secteur. Pour que les choses changent, souligne-t-il, les éditeurs soviétiques doivent gagner en autonomie professionnelle en renonçant à leur position de simples exécutants dont le crédo se résumait en la formule « on publie ce qu'on nous demande » :

Je me demande aujourd'hui : n'est-il pas temps que les éditeurs cessent de parler de leur soutien à la *perestroïka* pour enfin passer aux actes : rétablir l'agentivité de l'édition et son rôle dans la vie culturelle de la société, déclarer ouvertement leur politique éditoriale et trouver leur propre identité, leur propre plateforme et leur propre voix ? ("Я – издатель, тем и интересен", 03.02.1989)

Cette initiative a rapidement trouvé écho chez de nombreux directeurs de grandes maisons soviétiques, telles que les éditions 'Livre' [Книга], 'Fiction' [Художественная литература], 'Pensée' [Мысль], entre autres, pour se concrétiser début 1990 avec la création de l'Association des éditeurs de l'URSS, puis de la Russie [АСКИ] (Авеличев 2011)³³. Dès sa fondation, l'association qui rassemble plus de 150 éditeurs d'État se fixe comme objectif la démonopolisation de l'édition et l'introduction d'un cadre législatif

au vu du passage futur du secteur dans les conditions du marché libre (« От диктата — к самоуправлению », 27.04.1990). Afin de défendre les intérêts de leurs adhérents, l'association mène des activités de lobbying au sein du Congrès des députés du peuple d'Union soviétique, nouvelle instance parlementaire depuis 1989, dont l'un des membres du conseil d'administration de l'association est alors un député. Si l'adoption en août 1990 de la loi sur la presse abolissant la censure et le monopole de l'État sur l'information a été le fruit d'une mobilisation de nombreux acteurs institutionnels et collectifs militant pour la liberté de parole, c'est l'Association des éditeurs de l'URSS qui a joué un rôle cardinal dans l'élaboration d'un cadre législatif pour le secteur éditorial. Adopté en avril 1991, le décret temporaire sur l'activité de l'édition garantit son autonomie vis-à-vis de l'État, légalise la création des maisons d'éditions privées par des particuliers et donne aux éditeurs le droit de faire des affaires avec les entreprises étrangères de manière indépendante³⁴.

4. Entre liberté intellectuelle et contrainte économique : à l'épreuve du capitalisme « sauvage »

Après qu'une loi de juillet 1991³⁵ autorise la privatisation des biens étatiques, 'Progrès' devient une société anonyme par actions à travers l'achat de parts par les employés³⁶ et se transforme alors en groupe éditorial, premier du genre en Russie. L'État conserve pourtant dans son portefeuille 30 % des actions ainsi que le bâtiment. La menace de la restauration du régime communiste avec la tentative avortée de coup d'État en août 1991 vient confirmer la volonté des dirigeants de 'Progrès' de devenir indépendants :

La principale raison de la privatisation était que je pensais qu'il était vital pour tout média de s'éloigner le plus possible de l'État. Car l'État est capable de tout en période de repli, et en période d'effondrement, il peut entraîner tout le monde dans sa chute³⁷.

Cependant, la conquête de la liberté s'avère semée d'embûches : la dissolution de l'URSS en décembre 1991 et la « thérapie de choc », lancée aussitôt par le nouveau gouvernement russe, ne font qu'aggraver la crise au sein du secteur éditorial. En quelques années seulement, son organisation est passée d'une extrémité à l'autre : d'un système ultra-centralisé, planifié et contrôlé à un système totalement dérégulé. La libéralisation des prix en 1992 frappe l'économie du livre avec brutalité dans un contexte inflationniste (2000 % par rapport à 1990). Une fois au pouvoir, les réformateurs de l'équipe de Boris Eltsine imposent aux éditeurs une taxe à l'exportation qui passe de 20 % à 28 % au cours de la première année du passage accéléré à l'économie du marché (Книжное обозрение 1992, n°36, 3) tandis que la TVA est fixée à 20 %. Bénéficiant de la conjoncture favorable du marché dérégulé, les imprimeries fixent des prix trente fois supérieurs à ceux de 1990, ce qui produit immédiatement une baisse de 40 % de la production totale de livres dans le pays (Ненашев 1993, 216-219). Le système centralisé de diffusion, auparavant assuré par l'agence soviétique Soyuzkniga sur tout le territoire du pays, s'effondre aussitôt et les éditeurs peinent à vendre leur production en dehors de Moscou (qui concentrait à

l'époque 80 % des grandes maisons d'éditions soviétiques). En 1992, face aux conditions économiques désastreuses, l'Association des éditeurs demande au gouvernement des allègements fiscaux pour les maisons produisant de « la littérature à valeur sociale et culturelle ». Cette demande reste lettre morte : les pouvoirs publics perçoivent désormais l'édition comme une activité purement commerciale. Celle-ci devient alors un terreau fertile pour de nouvelles structures lucratives en quête de profits rapides. Fondées après 1991, plusieurs sociétés privées débutant dans la distribution, arrivent en quelques années seulement à bouleverser les positions dominantes des grandes maisons soviétiques pour devenir, dès le milieu des années 1990, les nouveaux leaders du marché éditorial russe. Elles s'imposent sur le marché naissant en l'inondant d'une littérature bon marché (romans d'aventure, polars et livres érotiques) en négligeant toutes les normes professionnelles, y compris le respect du droit d'auteur et des droits d'acquisition pour les titres étrangers. Un éditeur américain, observateur privilégié des transformations du secteur du livre en Russie, résumait en ces termes la situation : « Almost anyone who was willing to publish popular trash to generate cash could be a publisher » (Shatzkin 1994, 178).

Les nouvelles conditions du « capitalisme sauvage » poussent le groupe 'Progrès' à modifier considérablement son mode de fonctionnement et à diversifier davantage ses sources de profit afin de survivre. La direction de la maison d'édition cherche à s'adapter aux nouvelles conditions économiques et lance une restructuration interne. 'Progrès' est amené à réduire drastiquement les publications en langues étrangères qui ne génèrent pas les profits suffisants pour couvrir les dépenses grandissantes (Мостовщиков 1991). Les quatorze départements chargés des traductions vers les langues étrangères sont alors les premiers à être sacrifiés autour de 1992. À leur tour, les rédactions spécialisées, au sein desquelles travaillent environ 300 personnes, se transforment en cinq entreprises-filiales associées à la maison-mère par leur noms (Progress-Culture, Progress-Académie, Progress-Litera, Progrès-Univers et Progrès-Pangeia). D'après Boris Orechine, la création de filiales au sein du groupe était censée faciliter la gestion, tandis que les questions financières continuaient d'être gérées par le système comptable centralisé³⁸. La confrontation à la réalité du marché met ainsi l'équipe de 'Progrès' dans une situation complexe : comment générer un profit suffisant si les anciens employés de la maison d'édition d'État n'ont aucune expérience en matière de gestion financière et n'ont jusqu'alors été chargés que de la production de livres sans se préoccuper de la rentabilité ? Ainsi, se multiplient les entreprises commerciales dans lesquelles se lance la maison d'édition. 'Progrès' dispose d'un grand bâtiment situé dans le centre-ville de Moscou et la direction commence alors à louer des espaces à des entreprises privées. Le groupe ouvre par la suite son propre magasin proposant des vêtements et des cosmétiques de marque : « désormais, les livres de la maison 'Progrès' vont paraître grâce au profit généré par un supermarché », signale une notice du quotidien influent *Kommersant* en 1994 (Морозова 1994). D'après l'ancien directeur, 'Progrès' a gagné

grâce à ce supermarché, dont il est actionnaire, plus d'un million et demi de dollars destinés au financement de la production de livres.

Selon son rapport d'activité de 1994, les difficultés matérielles de 'Progrès' découlent directement du rétrécissement du marché suite à la crise économique de 1993 produite par la libéralisation des prix et la baisse drastique du pouvoir d'achat. La maison d'édition est contrainte de réduire de 20 % le nombre de titres (149 publications en 1993 et 124 en 1994) et de diviser le tirage moyen par 2,5 (de 49 à 20 000 en une année)³⁹. 'Progrès' refuse néanmoins de publier une littérature de masse « bas de gamme » et cherche les moyens de préserver son identité orientée vers la publication d'une littérature intellectuelle de haute qualité :

Malgré toutes les vicissitudes de l'économie et la forte concurrence sur le marché du livre, nous parvenons à suivre cette voie avec fermeté, sans nous orienter vers une commercialisation pure et simple, ni être tentés par les fantômes de la rentabilité dans les domaines où nous ne sommes pas des professionnels⁴⁰.

Face aux problèmes économiques, le directeur de 'Progrès' tente de diversifier l'activité du groupe en le transformant en une entreprise multimédia : la production des émissions de télévision pour la première chaîne de la télévision nationale ainsi que la coproduction de films de cinéma viennent compléter le secteur éditorial principal. En 1994, il s'engage auprès d'une banque russe (Novossibirsk Profbank) et contracte un prêt de 3,5 milliards de roubles (deux millions de dollars) afin de financer la coproduction d'un film de Bartabas, un artiste français créateur du théâtre équestre le Zingaro, en collaboration avec le groupe MK2 de Marin Karmitz. La même année, cette banque fait faillite et Avelitchev se tourne vers une deuxième banque (Ressource-bank) auprès de laquelle il renouvelle son prêt. Cependant, les conditions de remboursement (intérêt, délai, fréquence) changent drastiquement. En effet, Ressource-bank, dans une clause comportant des éléments frauduleux, oblige 'Progrès' à hypothéquer le bâtiment et fixe les intérêts à un pourcentage absurde de 4 % par jour. En 1995, 'Progrès' lui doit plus de soixante milliards de roubles (environ vingt millions de dollars), qu'il n'est pas en mesure de rembourser. Dans les entretiens qu'ils nous ont accordés, Avelitchev et Orechine accusent la banque d'avoir eu comme principal objectif de s'emparer du bâtiment de 'Progrès' (estimé alors à 18 millions de dollars). Nos interlocuteurs – dans les articles de presse disponibles de l'époque – indiquent avoir entrepris des démarches auprès des tribunaux et de la cour d'arbitrage de Moscou afin de contester leur niveau d'endettement⁴¹. En 1996, faisant l'objet de pressions et de menaces, la direction de 'Progrès' perd son bâtiment emblématique situé au 17 boulevard Zoubovski. Malgré une lettre ouverte écrite par l'élite culturelle du pays destinée au président Eltsine le priant de sauver « l'un des leaders de l'édition du pays »⁴², la « Maison *Glasnost* » disparaît du champ éditorial russe :

Il n'a pas fallu moins de deux ans pour que le Présidium de la Cour d'arbitrage de la Fédération de Russie déclare nulles toutes les décisions des tribunaux concernant le litige entre les 'Éditions du Progrès' et la Ressource-Banque. À ce moment-là j'avais été

libéré de mes fonctions, mis hors combat sous la pression de l'actionnaire majoritaire : l'État. Et c'est ici que le procureur de la ville de Moscou s'est empressé de déclarer nulles les décisions de 1991 sur la privatisation de 'Progrès'. La page était définitivement tournée. 'Progress Publishing Group' avait disparu en tant que partie civile potentielle et nul ne pourrait plus réécrire cette histoire⁴³.

Conclusion

D'après les anciens responsables de 'Progrès', la *perestroïka* a constitué l'âge d'or de l'histoire de la maison d'édition. Précurseur de l'édition indépendante, elle fut à l'avant-garde de changements au sein du secteur du livre, contribuant au renouvellement culturel du pays et à son ouverture vers l'Occident. Sa position à l'intersection du champ du pouvoir et du champ intellectuel, ainsi que son statut international, ont permis à 'Progrès' de mobiliser ses capitaux symboliques et politiques afin de s'imposer comme acteur autonome tout en restant, jusqu'en 1991, une maison d'édition d'État. L'engagement politique de 'Progrès' pour les réformes et sa collaboration avec l'intelligentsia démocratique de renom ont ajouté de la valeur symbolique à sa marque, désormais associée aux changements démocratiques dans le pays. Grâce à son réseau de contacts à l'étranger, le directeur de 'Progrès' a su convertir le prestige de la « Maison *Glasnost* » en nouveaux partenariats avec des acteurs internationaux afin de diversifier et d'élargir les activités de la maison d'édition. Ces stratégies déployées par les responsables de 'Progrès', dans la conjoncture économique et politique très changeante, ont permis de renverser les rapports de forces établis entre les instances de contrôle et le champ éditorial qui a gagné en autonomie professionnelle. Devenue la porte-parole de la politique de la *glasnost*, 'Progrès' a également joué un rôle important dans la professionnalisation du secteur avec la création de l'Association des éditeurs, pour devenir l'un des principaux lobbyistes de la désétatisation de l'édition dans le pays. Avec le changement de régime politique après 1991, 'Progrès' n'a pas perdu en poids symbolique, en restant l'un des principaux fournisseurs de livres intellectuels en Russie.

Dans cet article, nous avons tenté de comprendre le rôle joué par les acteurs du champ éditorial soviétique dans la démocratisation politique et la libéralisation de la sphère publique en URSS durant la *perestroïka* et la période de transition post-socialiste. La *perestroïka*, loin de constituer un processus linéaire de démocratisation progressive de la société, est le produit de rapports de force. Si les changements dans le secteur ont d'abord été imposés « par le haut », nous avons montré que ce sont aussi et surtout les stratégies mises en place par les acteurs du monde du livre à des moments charnières qui ont permis d'élargir l'espace des possibles et de conquérir leur indépendance. Comme le cas de 'Progrès' l'a montré, c'est notamment l'engagement des acteurs « par le bas » qui leur a procuré leur autonomie professionnelle et a changé l'identité du métier de l'éditeur, en transformant un bureaucrate en entrepreneur culturel. Tout comme l'intelligentsia démocratique a contribué à l'effondrement du régime communiste

autoritaire, la maison 'Progrès' a contribué à la libéralisation du champ éditorial. Les deux ont également « subi » leur victoire (Sauvé 2020) : la première a été marginalisée et écartée du champ politique, la deuxième a été mise en faillite de manière illégale avec la complicité de l'État.

Notes

- 1 Cf. l'article d'Aglaé Achechova (pp.129-143).
- 2 Les documents relatifs à la période à laquelle nous nous intéressons sont absents des fonds de 'Progrès' conservés au sein des Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF). Suite au réquisitionnement du bâtiment de 'Progrès' en faillite en 1997, toute sa documentation postérieure à 1973 (la date du premier et du seul versement des documents aux archives d'État) a été détruite, « brûlée dans l'arrière-cour par les nouveaux propriétaires », d'après l'ancien directeur. Nous avons néanmoins pu consulter les procès-verbaux des réunions des employés de 'Progrès' conservés dans les Archives centrales d'État de la ville de Moscou (entre 1985 et 1988).
- 3 Créée en 1931 en tant qu'« Éditions des travailleurs étrangers en URSS » [Издательское товарищество иностранных рабочих в СССР], la maison comptait parmi ses membres quelques figures-clés du mouvement communiste international de l'époque du Komintern, telles que Maurice Thorez, Dolores Ibarruri ou Gueorgui Dimitrov. En 1963, suite à la réforme du secteur éditorial, cette maison a fusionné avec les 'Éditions de littérature étrangère' [Издательство иностранной литературы] pour devenir les 'Éditions du Progrès' (Петров 1987).
- 4 Entre 1963 et 1980, 'Progrès' était le principal fournisseur des traductions de la littérature étrangère contemporaine dans le pays. Par la suite, cette activité a été transférée aux éditions séparées, 'Arc-en-ciel' [Радуга], fondées à la base des départements littéraires de 'Progrès'.
- 5 De par sa taille inédite et sa production imposante, les 'Éditions du Progrès' furent incluses dans *Le Livre Guinness des records* en 1989 comme l'une des plus grandes maisons d'édition du monde.
- 6 Pour une analyse plus détaillée du contexte organisationnel et des stratégies éditoriales de la maison 'Progrès' avant les réformes de Gorbatchev, voir Smirnova et Petushkova 2023.
- 7 Центральный Государственный Архив города Москвы (ЦГА Москвы). Партийная организация издательства литературы на иностранных языках « Прогресс » Ленинского района г. Москвы [Les archives centrales d'État de la ville de Moscou. L'organisation du Parti des éditions de la littérature en langues étrangères 'Progrès' de l'arrondissement Lénine, ville de Moscou]. Ф. П-8016. Оп. 1. Д. 85. 14.11.1986. Л. 13.
- 8 Alexandre Iakovlev (1923-2005), membre du Politburo du PCUS, nommé par Gorbatchev à la tête du Comité central pour les questions d'idéologie, était l'un des principaux architectes de la politique de la *perestroïka*.
- 9 Trois anciens directeurs de 'Progrès' (à la tête de la maison entre 1963 et 1987) ainsi que les éditeurs en chef étaient des représentants de la *nomenklatura*, ayant de l'expérience du travail au sein de l'administration de l'État ou du parti (Comité central du PCUS, Union de la jeunesse communiste, ministère des Affaires étrangères) (Smirnova et Petushkova 2023).
- 10 Entretien avec Alexandre Avelitchev, le 18/03/2024.
- 11 En URSS, au sein de chaque institution, un tel comité servait d'instance de contrôle du PCUS, qui supervisait les activités de l'organisation, veillait sur la discipline au travail et à la fiabilité idéologique de son équipe et décidait de l'embauche du personnel.
- 12 Les témoignages *a posteriori* qu'Avelitchev et Orechine nous ont livrés dans les entretiens, relatifs à leur engagement pour la *perestroïka* et le changement de profil de la maison d'édition, trouvent écho dans les archives (ЦГА Москвы. Ф. П-8016. Оп. 1. Д. 89. 23.04.1986. Л. 103; Оп. 1. Д. 92. 25.02.1987. Л. 32).
- 13 Entretien avec Boris Orechine, responsable du département d'histoire (1979-1987), puis éditeur en chef (1987-1996) de la maison 'Progrès', le 19/05/2022.
- 14 Entretien avec Boris Orechine, *op.cit.*
- 15 Tatiana Zaslavskaja (1927-2013) était une sociologue, membre de l'Académie des sciences de l'URSS et de Russie. Théoricienne de la *perestroïka*, elle faisait partie de l'équipe de Gorbatchev et fut à l'origine de la création du Centre Panrusse d'étude de l'opinion publique [Всесоюзный центр изучения общественного мнения] (VTsIOM) en 1987.
- 16 Professeur d'histoire et collaborateur de 'Progrès' par le passé, Iouri Afanasiev (1934-2015) s'est imposé comme l'un des intellectuels démocratiques les plus influents du pays de la fin des années 1980. Son ascension médiatique a commencé par un article provocateur publié par le quotidien *Les Nouvelles de Moscou* [Московские новости] le 11 janvier 1987, appelant à dénoncer ouvertement les crimes staliniens et à écrire la vraie histoire de l'URSS, provoquant une vague de critiques virulentes de la part des stalinistes et nationalistes conservateurs (Melville et Lapidus 1990).

- 17 Ce club politique informel, fondé par l'establishment intellectuel moscovite, était composé principalement de représentants d'une génération de « soixantards », partageant les opinions libérales et antitotalitaires. Ce club se considérait comme « un laboratoire d'idées » du mouvement démocratique.
- 18 Mémoires inédits d'Alexandre Avelitchev, non publiés à ce jour, cités avec l'accord de l'auteur et intitulés *Moments de vie d'un éditeur soviétique* [Моменты жизни советского издателя].
- 19 Selon le témoignage d'Avelitchev, peu après la sortie du recueil, il a reçu un appel de la part du même responsable du *Glavlit* qui l'a félicité et remercié « pour la publication de ce livre courageux et si important pour les devenir de la *perestroïka* ». Peu après la XIX^e Conférence du PCUS, Guéorgui Chakhnazarov a transmis à Avelitchev les remerciements de la part de Gorbatchev lui-même (Archives d'Alexandre Avelitchev).
- 20 Les comptes-rendus du livre sont parus notamment dans *La Pensée Russe* [Русская мысль] (n°3752, le 11/11/1988), *Nouveau Monde* (n°2, 1989 : 265-268), *La Petite Flamme* (n°31, 1988), et *La Gazette Littéraire* (n°43, 25/10/1988).
- 21 Émission télévisée française « Apostrophes », n°720. Spécial URSS. 1990. L'émission est disponible [en ligne](#) sur le site de l'INA.
- 22 Il s'agit, entre autres, des deux premiers volumes de *History of Soviet Russia* d'Edward Hallett Carr (trad. en 1990), *The Bolsheviks come to power* d'Alexander Rabinowitch (1989), *Stalin in October* de Robert Slusser (1989) et *Stalin as revolutionary* de Robert C. Tucker (trad. en 1990).
- 23 Historique de l'association Mémorial, voir « [Quand et comment a été créé Mémorial ?](#) »
- 24 Écrit vers 1969, ce livre de l'historien Roy Medvedev a été farouchement critiqué par le Comité central du PCUS et lui a valu l'expulsion du Parti. Si le manuscrit a déjà circulé dans des réseaux clandestins à Moscou et à Leningrad, l'auteur décide de publier son ouvrage au *tamizdat*. Transféré aux États-Unis, le texte traduit en anglais est sorti en 1970 au sein de la maison d'édition prestigieuse 'Alfred A. Knopf' pour devenir rapidement un best-seller (Martin 2023, 84-96).
- 25 En 1989, avant même que le *Glavlit* ne soit obligé d'ouvrir aux lecteurs les dépôts spéciaux des bibliothèques [спецхраны], qui conservaient depuis des décennies la littérature interdite (Блюм 1995), la direction de 'Progrès' transfère à la bibliothèque d'État de Moscou (bibliothèque Lénine) la collection de ses traductions « secrètes », comptant plusieurs centaines d'ouvrages, pour la consultation libre (entretien avec Alexandre Avelitchev, *op. cit.* 2024).
- 26 Clause sur le comité conjoint « Initiative culturelle » de la Fondation de la culture de l'URSS et la Fondation Soros-URSS, 25 janvier 1988. P.1. (Vera and Donald Blinken Open Society Archives. Budapest. HU OSA 349-1-1. Box 1. Records of the Cultural Initiative Foundation. Board. Registration Documents). Le statut de cette fondation caritative a été officiellement reconnu par le Conseil des Ministres de l'URSS le 23 février 1989.
- 27 Dans le rapport d'activité de l'Initiative Culturelle, on lit que la « publication [...] d'ouvrages classiques et contemporains des penseurs occidentaux dans les domaines de la philosophie, de la philosophie des sciences [науковедение], de la sociologie, de la science politique, etc. » sera effectuée par la maison d'édition « sur recommandation de la direction de la Fondation 'Initiative culturelle' » (Rapport d'activité du comité conjoint « Initiative culturelle » de la Fondation soviétique de la culture et la Fondation Soros-URSS (USA). 1987-1989. Projets retenus par la direction pour le financement, 23 mars 1989. P.41. Vera and Donald Blinken Open Society Archives. Budapest. HU OSA 349-1-1. Box 1.
- 28 L'un des objectifs de ce dispositif culturel est le soutien financier et organisationnel aux éditeurs russes souhaitant traduire les titres français et couvrir en partie les frais de traduction et d'acquisitions de droits auprès des éditeurs français.
- 29 Entretien avec Alexandre Avelitchev, *op. cit.*, 2024.
- 30 Programme d'aide à la publication en Russie « Pouchkine ». Catalogue 1989-1998. Ministère français des Affaires étrangères. Ambassade de France en Russie, 1998.
- 31 Émission télévisée française « Apostrophes », n°720. Spécial URSS. 1990. L'émission est disponible [en ligne](#) sur le site de l'INA.
- 32 Les fabricants vendaient à cette date la tonne de papier au prix de 1.200 à 1.600 roubles (P) au lieu de 300 P, tel que fixé jusqu'alors par l'État.
- 33 Site officiel de l'Association des éditeurs de Russie [АККИ].
- 34 Résolution du Conseil des ministres de la RSFSR du 17 avril 1991 « Sur la réglementation des activités d'édition en RSFSR » ([en ligne](#)). Conçu comme une version provisoire d'une loi sur l'édition, qui n'a cependant jamais vu le jour, ce décret constitue l'acte normatif principal réglementant l'activité de l'édition au sein de la Fédération de Russie.
- 35 Loi du 3 juillet 1991 sur « La privatisation des entreprises d'État et des municipalités en RSFSR » ([en ligne](#)).
- 36 Chaque employé, au même titre que le directeur, a acheté le même nombre d'actions.
- 37 Entretien avec Alexandre Avelitchev, *op. cit.*
- 38 Entretien avec Boris Orechine, *op. cit.*, 2022.
- 39 Pour rappel, en 1987, 'Progrès' a publié 1.500 titres (ouvrages et revues) tirés à plusieurs dizaines de millions d'exemplaires.

- 40 Основные итоги развития АО "Издательская группа 'Прогресс'" в 1994 году [Rapport d'activité du groupe 'Progrès' de 1994], Москва: Прогресс: 4. Archive personnelle de Boris Orechine.
- 41 Московские новости, n°15, 14-21/04/1995 ; Книжное обозрение, n°15, 9/04/1996.
- 42 Lettre ouverte, intitulée « Без 'Прорепца' нет прорепца » [Pas de progrès sans 'Progrès'], publiée dans *La Gazette Littéraire* (n°13, le 27.03.1996).
- 43 Mémoires inédits d'Alexandre Avelitchev, *op. cit.*

Remerciements

Nous tenons à remercier nos enquêtés, Alexandre Avelitchev et Boris Orechine de nous avoir livré leurs témoignages ainsi que des sources inédites, dont des portions entières de leurs archives personnelles et un certain nombre de catalogues éditoriaux.

Références citées

- Atnashev Timur, 2018. "Switching regimes of publicity: How Nina Andreeva facilitated transformation of Glasnost into freedom of speech," *Social Sciences* 49(4): 71-90.
- Becker Petra, 2003. *Verlagspolitik und Buchmarkt in Russland (1985 bis 2002). Prozess der Entstaatlichung des zentralistischen Buchverlagswesens* [Politique éditoriale et marché du livre en Russie (1985-2002). Processus de désétatisation du système éditorial centralisé], Wiesbaden: Harrassowitz.
- Bikbov Alexander, Petushkova Daria, 2023. « La matrice d'une révolution intellectuelle : le marché des traductions en sciences humaines et sociales en Russie après 1990 », *Actes de la recherche en sciences sociales* 246-247 : 66-93 ([en ligne](#)).
- Bourdieu Pierre, 1999. « Une révolution conservatrice dans l'édition », *Actes de la recherche en sciences sociales* 126-127 : 3-28 ([en ligne](#)).
- Garros Véronique, 1992. « Dans l'ex-URSS : de la difficulté d'écrire l'histoire », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations* (4-5) : 989-1002.
- Gibbs Joseph, 1999. *Gorbachev's Glasnost. The Soviet media in the first phase of perestroika*, College Station, Texas: A&M University Press.
- Gorbatchev Mikhaïl, 1987. *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde*, Paris : Flammarion.
- Lovell Stephen, 2000. *The Russian reading revolution. Print culture in the Soviet and Post-Soviet eras*, London: Palgrave MacMillan.
- Madelain Anne, 2021. « Naissance d'une génération d'éditeurs post-yougoslaves au tournant des années 1990 », *Slavica Occitania* 52 : 187-214.
- Martin Barbara, 2023. *Roy and Zhores Medvedev. Loyal dissent in the Soviet Union*, Boston: Academic Studies Press.
- McNair Brian, 1991. *Glasnost, perestroika and the Soviet media*, London: Routledge.
- Mélat Hélène, 1996. « La vie culturelle en Russie au début des années 1990 », *La Revue Russe* 9 : 91-102 ([en ligne](#)).
- Melville Andrei, Lapidus Gail W. (eds), 1990. *The glasnost papers: Voices on reform from Moscow*, Oxford: Westview Press.
- Menzel Birgit, 2001. *Bürgerkrieg um Worte. Die Literaturkritik der Perestrojka* [La guerre civile des mots. La critique littéraire à l'époque de la perestroïka], Köln & Wien: Vandenhoeck & Ruprecht.
- Mommzikoff-Markoff Sophie, 2020. *Les Hommes de Gorbatchev. Influences et réseaux (1956-1992)*, Paris : Éditions de la Sorbonne.

- Nivat Anne, 1997. *Quand les médias russes ont pris la parole. De la glasnost à la liberté d'expression (1985-1995)*, Paris : L'Harmattan.
- Ostromooukhova Bella, 2015. « Être un petit éditeur engagé dans la Russie d'aujourd'hui. Le cas de la maison d'édition Ad Marginem », *Bibliodiversity* 4 : 34-41.
- Pittman Riitta H., 1990. "Perestroika and Soviet cultural politics: The case of the major literary journals," *Soviet Studies* 42(1): 111-132.
- Ramonet Ignacio, 01.12.1989. « 50 idées qui ébranlèrent le monde (Dictionnaire de la glasnost) », *Le Monde diplomatique*.
- Remnek Miranda B. (ed.), 1991. *Books in Russia and the Soviet Union: Past and present*, Wiesbaden: Harrassowitz.
- Sapiro Gisèle (ed.), 2008. *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris : CNRS Éditions.
- Sauvé Guillaume, 2020. *Subir la victoire. Essor et chute de l'intelligentsia libérale en Russie (1987-1993)*, Paris : EHESS.
- Sigman Carole, 2009. *Clubs politiques et perestroïka en Russie. Subversion sans dissidence*, Paris : Karthala.
- Shatzkin Leonard, 1994. "Book distribution in Russia: The next chapter," *Logos* 5(4): 178-182.
- Slider Darrell, 1991. "The first independent Soviet interest groups: Unions and associations of cooperatives," in Sedaitis Judith B., Butterfield Jim (eds), *Perestroika from Below. Social Movements in the Soviet Union*, Oxford: Westview Press, 145-164.
- Smirnova Lenny Elena, 2022. *Philosophies entre la France et l'URSS (1956-1985). Circulations de textes et pratiques de traduction*, Thèse de doctorat en histoire et civilisations, Paris : Université Paris Cité.
- Smirnova Lenny, Petushkova Daria, 2023. « Négocier les frontières du dicible : importation des sciences humaines et sociales occidentales en URSS par les Éditions du Progrès (1963-1985) », *Biens symboliques/Symbolic goods* 12 ([en ligne](#)).
- Thiesse Anne-Marie, Chmatko Natalia, 1999. « Les nouveaux éditeurs russes », *Actes de la recherche en sciences sociales* 126-127 : 75-89 ([en ligne](#)).
- Vatchanadze Géorgui, 1991. *Les médias sous Gorbatchev*, La Garenne-Colombes : Éditions de l'Espace Européen.
- Yozefovich Galina, 08.08.2024. "Weapons of the weak: Fighting literary censorship in contemporary Russia," *Carnegie Politika*.

-
- “От диктата – к самоуправлению” [Du diktat à l'autogestion]. Compte-rendu de la conférence par Alexandre Avelitchev lors du premier Congrès constitutif de l'Association des éditeurs soviétiques, 27.04.1990, *Книжное обозрение*.
- “Я – издатель, тем и интересен” [Je suis un éditeur, c'est ce qui me rend intéressant]. Entretien avec le directeur des 'Éditions du Progrès' Alexandre Avelitchev, 03.02.1989, *Книжное обозрение*.
- Авеличев А., 1988. “Иного не дано” [La seule issue], *Литературная газета* : 25(1).
- Авеличев А., 2011. “Важные вехи в новейшей истории российского книгоиздания” [Les jalons importants de l'histoire contemporaine de l'édition en Russie], *Relga* 14 (232) ([онлайн](#)).
- Блюм Арлен, 1995. “Закат Главлита: Как разрушалась система советской цензуры. Документальная хроника 1985-1991 г.” [Le crépuscule de Glavlit : Comment le système de la censure soviétique s'est effondré. Chronique documentaire 1985-1991], *Книга: Исследования и материалы* 71 : 168-187.

- Бордюгов Геннадий, Доброхотов Леонид (ed.), 2008. *Стивен Козн и Советский Союз/Россия* [Stephen Cohen et l'Union soviétique/Russie], Москва : АИРО-XXI.
- Буденный А., 9.06.1990. "Самый ли читающий народ?" [Le peuple qui lit le plus ?], *Советская культура*.
- Вайль Б., 11.11.1988. "Пролог пролога. Манифест сторонников перестройки" [Prologue d'un prologue. Le manifeste des défenseurs de la *perestroïka*], *Русская мысль*: 3750.
- Дубин Борис, 1994. "Литературные журналы в отсутствие литературного процесса" [Les revues littéraires dans un contexte d'absence de processus littéraire], *Новое литературное обозрение* 9 : 288-292.
- Евсевичев В. И., Кобо Х., Проташик Д. Д., Сазанович Н. К., Фролова О. М. (ed.), 1988. *Иного не дано* [La seule issue], 1988. Москва: Прогресс.
- Есенкин Б.С., Майсурадзе Ю.Ф., 2001. *Книжный рынок России: 1990-2000 годы. Динамика, экономика, организация* [Le marché du livre en Russie, 1990-2000 : évolutions, économie, organisation], Москва: МГУП.
- Ильницкий Андрей, 2002. *Книгоиздание в современной России* [L'édition en Russie contemporaine], Москва: Вагриус.
- Книгоиздание: направления перестройки* [L'édition : les orientations de la *perestroïka*], 1988. Москва: Книга.
- Кочетов Э., 7.04.1989. "Совместно – это выгодно!" [Ensemble c'est rentable !], *Книжное обозрение* 17: 2.
- Международная миссия издательства 'Прогресс'* [La mission internationale des Éditions du Progrès], 2011. Москва: Автограф века.
- Морозова Татьяна, 9.02.1994. "Новый супермаркет в Москве" [Un nouveau supermarché à Moscou], *Коммерсант* ([онлайн](#)).
- Мостовщиков Сергей, 15.03.1991. "Прогресс остановить можно" [Le Progrès peut être arrêté], *Известия*.
- Ненашев Михаил, 1993. *Заложник времени. Заметки, размышления, свидетельства* [Otage de l'époque. Notes, réflexions, témoignages], Москва: Прогресс-Культура.
- Орешин Борис, 1993. "Прогресс: Традиции и новь. Интервью с Борисом Орешиным" [Progrès : les traditions et les nouveautés. Entretien avec Boris Orechine], *Книжное обозрение* 34 : 22-23.
- Петров П., 1987. *К истории издательства "Прогресс"* [Histoire des Éditions du Progrès]. Москва: Прогресс.
- Седых, Вольф, 2006. *На кругу своя. Переосмысляя XX век и свою жизнь* [Retour aux sources. Réflexions sur le XX^e siècle et sur ma vie], Москва: Фонд имени Сытина, Зарницы.
- Солоненко Владимир К., 2018. "Справка о редакции специальных изданий издательства Прогресс" [Note sur le département spécial des Éditions du Progrès], *Книга: Исследования и материалы* 114-115 : 181-192.
- Шубин Александр В., 2006. *Парадоксы перестройки. Упущенный шанс СССР* [Les paradoxes de la *perestroïka*. La chance ratée de l'URSS], Москва: Вече.

Open Access Publications - Bibliothèque de l'Université de Genève
Creative Commons Licence 4.0

